

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5466 - Lundi 6 septembre 2021 - Prix : 10 DA

Sonatrach

Hakkar reçoit le PDG de Equinor

Page 16

Créés sur décision du Président Tebboune

Des postes d'envoyés spéciaux pour booster la diplomatie algérienne

Page 3

Une arme de destruction massive méconnue : les sanctions économiques

Par Mohamed Habili

Le retrait d'Afghanistan, a tenu à préciser dernièrement l'administration Biden, sur ce point du reste en parfait accord avec la précédente, ne met pas seulement fin à la plus longue guerre menée par les Etats-Unis, mais à toute une période de leur histoire marquée par leur propension à intervenir militairement à l'étranger. A l'avenir désormais, ils n'enverront des troupes sur des théâtres situés hors de leurs frontières qu'en réponse à des attaques effectuées de l'extérieur, non pas contre tel ou tel de leurs intérêts, mais sur des cibles se trouvant sur leur propre territoire. C'est ainsi qu'ils n'hésiteraient pas à envahir une deuxième fois l'Afghanistan si à nouveau des attaques comme celles de 2001 étaient planifiées et exécutées depuis son sol. Seulement ce ne serait pas cette fois-ci pour y rester deux décennies. Le «state-building» c'est fini. Ils rappelleront leurs troupes dès que leurs objectifs de guerre sont atteints.

Suite en page 3

Les agriculteurs autorisés à commercialiser leurs produits directement au consommateur

Fruits et légumes : la fin de la spéculation ?



PH/D. R.

C'est officiel, tous les agriculteurs peuvent depuis hier commercialiser leurs produits directement au consommateur, au niveau des marchés de gros et de détail à travers tout le territoire national, et ce, dans le cadre de la lutte contre toute forme de spéculation.

Page 2

Publicité

الرأعي الرسمي



مؤسسة مواطنة



بالتلقيح تستمر الحياة

٥٢٠٥٨ ٨ +٥٨٥٠+

BIG DAY 11 SEPTEMBRE

بث مباشر عبر كل القنوات ومنصات الواب

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الصحة

الأسبوع الوطني للتلقيح ضد كوفيد 19



http://www.sante.gov.dz | @sante.gov.dz | SanteDz

— Les agriculteurs autorisés à commercialiser leurs produits directement au consommateur —

Le gouvernement s'attaque aux spéculateurs

n C'est officiel, tous les agriculteurs peuvent depuis hier commercialiser leurs produits directement au consommateur, au niveau des marchés de gros et de détail à travers tout le territoire national, et ce, dans le cadre de la lutte contre toute forme de spéculation.

Par Thinhinene Khouchi

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a appelé, dans un communiqué, tous les agricul-

teurs à la commercialisation de leurs produits directement au consommateur, au niveau des marchés de gros et de détail à travers tout le territoire national, à partir de dimanche (hier) et ce, dans le cadre de la lutte contre toute forme de spéculation. «Dans le cadre des efforts consentis par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations pour la réglementation et la régulation des marchés, notamment la poursuite des opérations de lutte contre toute forme de spéculation, le ministère annonce que les agriculteurs sont habilités à commercialiser, sans autorisation préalable et sans le recours à un mandataire, leurs différents produits directement au consommateur, au niveau des marchés de gros et de détail à travers tout le territoire national et ce, à partir de dimanche 5 septembre 2021», précise la même source. Il est à noter que la vente directe au consommateur présente le double avantage d'un meilleur contrôle de la valeur ajoutée et d'une plus grande proximité avec les clients. A Ain Benian, des petits agriculteurs qui ont l'habitude de vendre leurs produits directement aux clients en les exposant et les commercialisant devant leurs champs, évoquent l'impact positif de la vente directe sur leur activité. «Cette décision va permettre au consommateur de manger des produits frais et pas chers», nous dira Mustapha, un agriculteur qui vend ses tomates fraîches à côté de son champ à Ain Benian. «On



Ph/D. R.

est en contact direct avec le consommateur. Cela nous permet de comprendre ce qu'il attend et d'avoir ses appréciations sur le produit, ce qui nous motive à travailler et améliorer notre production», a-t-il ajouté. La vente directe des denrées agricoles permet, en effet, de mieux mettre en valeur les produits proposés. En ce qui concerne le prix, la vente directe au consommateur permet à ce dernier d'acheter pas cher, contrairement aux grossistes et intermédiaires qui doublent et triplent parfois le prix du produit,

ce qui engendre des augmentations non justifiées des produits agricoles. A titre d'exemple, un kilo de tomate chez l'agriculteur ne coûte pas plus de 20 DA, alors que les commerçants au niveau des marchés de gros le proposent à 50 DA. Arrivée chez les commerçants de détail, la tomate est affichée à 80 DA. Ainsi, par la vente directe, le consommateur pourra l'acquérir à un prix largement abordable. Pour les agriculteurs, cette démarche leur permettra de mieux vivre de leur activité, plutôt que de multiplier les intermé-

diaires dans la distribution. «Vous avez une valeur ajoutée puisque le produit est mieux vendu, alors que si vous le vendez à un grossiste il va vous pressurer pour l'acquérir», nous confie notre interlocuteur. Faut-il préciser qu'en raison de la désorganisation de la chaîne de commercialisation des produits agricoles, la marge bénéficiaire la plus infime revient à l'agriculteur, alors que les différents intervenants spéculateurs empoignent le gros lot et s'enrichissent au détriment du citoyen.

T. K.

Selon une enquête du site Orient XXI

Pegasus n'est pas le premier logiciel espion utilisé par le Maroc

Le logiciel espion israélien Pegasus, utilisé par les autorités marocaines, n'est pas le premier outil technologique du genre à avoir été employé par le Maroc qui, depuis 2009 déjà, a opté pour des logiciels espions français et italiens, révèle une enquête du site Orient XXI. «Pegasus ne représente que le dernier outil en date utilisé pour museler la presse indépendante et plus généralement la société civile. Certains, à l'image de Maâti Monjib, Omar Radi, Fouad Abdelmoumni, ou encore Aboubakr Jamaï, ont appris avoir été ciblés par Pegasus en 2019 lors des révélations du Citizen Lab de l'université de Toronto. D'autres ont été avertis en juillet 2021 lors de la publication du Projet Pegasus, comme Taoufik Bouachrine, Souleimane Raissouni, Maria Moukrim, Hicham Mansouri, Ali Amar, Omar Brouksy», indique le site spécialisé dans le monde arabe,

nommé Eagle. Au Maroc, le contrat révélé par le site reflet.info et surnommé Popcorn, se chiffre à un montant de 2,7 millions d'euros pour deux années d'utilisation», révèle l'enquête.

«Pour les Etats européens, ces contrats permettent également de sceller des accords de collaboration avec les services de renseignement marocains bénéficiant de ces outils. L'Etat marocain est libre dans l'utilisation qu'il en fait, mais en échange il fournit à Paris les informations dignes d'intérêt, notamment en matière terroriste comme lors de la traque d'Abdelhamid Abaaoud, terroriste d'origine belge et marocaine qui a dirigé le commando du Bataclan», précise le site.

Pour Fouad Abdelmoumni, économiste marocain et militant des droits humains, «les logiciels Pegasus et Amesys représentent la suite plus sophistiquée de la ligne sous écoute et de l'ouvertu-

re du courrier d'antan. Hassan II, comme son successeur et fils Mohammed VI, ont toujours eu recours à la surveillance massive».

«Lorsque Mohammed VI succède à son père en 1999, le nouveau roi n'a de cesse de s'attaquer à la presse et aux militants», signale le site.

En juillet dernier, le scandale du logiciel Pegasus a été révélé par plusieurs médias sur la base d'un travail mené par Forbidden Stories et Amnesty International, grâce à Citizen Lab de l'université de Toronto, qui ont eu accès à une liste de téléphones espionnés à travers le monde par ce logiciel mis au point par la société israélienne NSO Group.

Le Maroc, l'un des pays utilisant ce logiciel, a espionné des personnes sur son territoire mais également à l'étranger. L'Algérie figure parmi les pays ciblés par les services marocains à travers ce logiciel.

R. M.

Hamid M.

Créés sur décision du Président Tebboune

Des postes d'envoyés spéciaux pour booster la diplomatie algérienne

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé la création de postes d'envoyés spéciaux chargés de conduire l'action internationale de l'Algérie et le lancement d'un vaste mouvement dans le corps diplomatique qui concernera plus de 70 postes diplomatiques et consulaires.

Par Amar F.

Dans le sillage de l'adoption du Plan d'action du gouvernement par le Conseil des ministres, le 30 août dernier, le chef de l'Etat a décidé d'ajuster et d'affûter les outils de la diplomatie algérienne pour l'engager résolument dans les nouvelles formes d'action modernes de la diplomatie mondiale telles qu'elles se déploient aujourd'hui au niveau des grandes puissances et au sein des organisations internationales.

Cette décision a pour objectif de conférer à l'appareil diplomatique algérien la flexibilité, l'efficacité et la réactivité nécessaires, devant permettre au pays de faire face aux multiples enjeux de l'heure.

Les sept envoyés spéciaux nommés, qui travailleront sous l'autorité directe du ministre des Affaires étrangères, vont conduire l'action internationale de l'Algérie sur sept axes d'efforts essentiels reflétant les intérêts du pays et ses priorités.

Cet ajustement a vocation à renforcer la capacité d'interaction et d'influence de la diplomatie algérienne et la démultiplication de la présence de l'Algérie et l'efficacité de son action sur la scène régionale et internationale ainsi que sur les questions globales et transversales.

Pour les postes d'envoyés spéciaux, le choix s'est porté sur des diplomates chevronnés ainsi que sur des responsables et experts de haut niveau.

Il s'agit, en l'occurrence, de cadres qui ont engrangé une vaste expérience devant leur permettre d'accompagner utilement et collectivement le ministre des Affaires étrangères.

Ils l'accompagneront notamment en matière d'analyse et d'anticipation dans la perspective tracée par le chef de l'Etat concernant une diplomatie réellement dynamique et proactive, qui puisse être en mesure de disposer de capacités d'initiative sur les grands dossiers régionaux et internationaux et de s'inscrire dans une logique d'influence pour conforter le rôle de



l'Algérie en tant que puissance médiane productrice et exportatrice de paix, de stabilité et de sécurité. Dans le cadre de cette reprise en main et dans le même esprit, le Président Tebboune vient de prendre la décision de lancer un vaste mouvement diplomatique qui concernera plus de 70 postes diplomatiques et consulaires.

Ce véritable redéploiement diplomatique est marqué par la volonté du chef de l'Etat de mobiliser au bénéfice de la défense des intérêts de l'Algérie dans le monde, l'expérience de nombreux cadres cumulant des

décennies d'activités avec la promotion de nombreux jeunes diplomates, avec le souci de rehausser la représentation de la femme.

Par ailleurs et dans cette même logique de modernisation profonde de l'appareil diplomatique, de ses méthodes de travail et de sa nécessaire adaptation aux défis de l'heure, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a été chargé de préparer une grande conférence qui regroupera l'ensemble des chefs de postes diplomatiques et consulaires.

A. F.

Bilan des dernières 24 heures

345 nouveaux contaminés et 21 décès

L'Algérie a enregistré 21 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit 5 cas de moins que le bilan d'hier (26), portant à 5 420 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 345 cas, soit 6 cas de moins par rapport au bilan d'hier (351), pour atteindre, au total, 198 004 cas confirmés.

R. N.

Renouvellement des APC et APW

Début de révision exceptionnelle des listes électorales

Alors que le corps électoral a été convoqué pour le 27 novembre pour le renouvellement des Assemblées populaires communales et de wilayas (APC et APW), l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) compte sur le degré de l'éveil démocratique chez le citoyen pour réussir cette échéance électorale.

Les Algériens sont une nouvelle fois appelés à se diriger aux urnes pour élire, le 27 novembre prochain, leurs représentants aux Assemblées communales (APC) et Assemblées de wilaya (APW). Les préparatifs vont bon train. La révision exceptionnelle des listes électorales en vue des élections municipales a débuté hier, pour s'achever le 15 du mois courant. Cette révision exceptionnelle des listes électorales est prévue dans le décret présidentiel signé le 28 août par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant

convocation du corps électoral en vue des élections anticipées des APC et APW, le 27 novembre.

Le parachèvement du processus électoral, à travers le renouvellement des APC et APW, est présenté comme un événement majeur qui permettra de «rétablir la confiance entre les citoyens et leurs représentants» et de «corriger les défaillances relevées dans les Assemblées locales au cours des dernières années».

Toutes les conditions de réussite des élections locales du 27 novembre sont réunies pour assurer le succès de ce rendez-vous, rassure l'Anie. Son président, Mohamed Charfi, a relevé, hier, que la réussite de cet événement était étroitement liée au degré de l'éveil démocratique chez le citoyen. «Le citoyen doit se rendre compte qu'il est dans son intérêt de participer aux élections locales du 27 novembre et que le dernier mot lui revient», a-

til souligné par la même occasion.

«En tant qu'Autorité nationale indépendante des élections, nous œuvrons à garantir toutes les conditions pour faire des prochaines élections locales une réussite et obtenir un taux important de participation, mais cette réussite est étroitement liée au degré de l'éveil démocratique chez le citoyen», a indiqué Charfi, en marge de son inspection à la commune d'El-Mohammadia pour s'enquérir des conditions du lancement de l'opération de la révision exceptionnelle des listes électorales. Assurant que l'Anie lutte aussi contre toute tentative de fraude ou de corruption dans l'opération électorale, Charfi a ajouté que son autorité s'attelle à assurer la crédibilité, l'intégrité et la transparence des prochaines élections ainsi que l'égalité entre tous les acteurs concernés, candidats comme électeurs.

Dans ce cadre, l'Anie a appelé, mercredi dernier, les citoyens non inscrits sur les listes électorales, notamment ceux âgés de 18 ans au jour du scrutin (le 27 novembre 2021), à s'inscrire au niveau de la commission communale de révision des listes électorales dans la commune de leur résidence.

Les électeurs ayant changé de lieu de résidence doivent se rapprocher de la commission communale de révision des listes électorales de la nouvelle résidence pour leur réinscription, et la demande d'inscription doit être accompagnée d'un document prouvant l'identité de la personne concernée et un autre attestant de sa résidence. Les bureaux de la commission communale de révision des listes électorales restent, à cet effet, ouverts tous les jours de la semaine de 9h00 jusqu'à 16h30, sauf les vendredis, précise l'Anie.

Louisa Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

Une arme de destruction massive méconnue : les sanctions économiques

Suite de la page une

Mais si en dehors de cela, un ennemi s'en prenait quand même à eux, en attaquant leurs intérêts, ou en tuant leurs ressortissants, ou même seulement ceux de leurs alliés, il n'en sortirait pas indemne pour autant, qu'on le sache. Qu'il soit assuré qu'un jour ou l'autre, au moment où il s'y attendrait le moins, où qu'il se trouve alors, un raid aérien viendrait lui apporter la juste rétribution de ses actes anti-américains. Et s'il ne fait ni l'un ni l'autre, mais même chez lui une politique contraire aux valeurs américaines, en réprimant son peuple par exemple, en violant les droits de l'homme, que les Etats-Unis se doivent d'abord à eux-mêmes de faire respecter à travers le monde, sans quoi ils ne seraient pas ce qu'ils sont, le leader du monde libre, sans doute ne sera-t-il ni envahi ni bombardé. Il n'empêche, il sera condamné... à des sanctions économiques, décidées par eux seuls, en rapport avec la gravité de ce qu'ils lui reprochent, et que rien ne saurait faire lever. Que la Syrie, l'Iran, le Venezuela (ils ne sont pas les seuls) en savent quelque chose, dont les économies sont au plus mal, pour avoir encouru leur colère, pour avoir fait des choses à leurs yeux particulièrement condamnables. Lorsqu'ils prennent des sanctions économiques, le monde entier est tenu de les appliquer. Tout pays qui passe outre s'en trouve sanctionné à son tour. Nulle échappatoire pour le contrevenant, à moins qu'il ne décide de se passer du dollar, la principale monnaie des échanges internationaux. Les Américains minimisent sous l'appellation de sanctions économiques ce qui est en réalité une véritable guerre destructrice des économies qui les subissent. La Syrie a gagné la guerre commencée en 2011, mais elle ne pourra se lancer dans sa reconstruction qu'à partir du moment où les Etats-Unis voudront lever les sanctions qu'ils lui ont imposées. Ce champ de ruines qu'elle est devenue, elle le doit autant à sa propre guerre civile qu'à la guerre économique que lui font unilatéralement les Etats-Unis. Non pas pour s'être attaquée à eux d'ailleurs, mais pour ses amitiés à leurs yeux coupables, principalement avec l'Iran, subsidiairement avec la Russie. La guerre économique est une arme de destruction massive dont les victimes sont les civils. A ce titre, elle est clairement un crime contre l'humanité. Mais comme elle est l'arme de prédilection des seuls Etats-Unis, il n'y a personne pour suggérer seulement qu'elle soit qualifiée comme telle, et par suite bannie des rapports entre nations. Elle tue incompensablement plus qu'un envahissement et les raids aériens. Et elle peut durer indéfiniment, les Etats-Unis n'ayant pas de troupes à envoyer puis à rappeler. M. H.

Alimentation en eau potable

Le gouvernement s'engage à mettre fin aux coupures

■ Le gouvernement s'engage, à travers son Plan d'action pour la mise en œuvre du programme du président de la République, qui sera bientôt soumis au Parlement pour débat, à améliorer l'alimentation en eau potable et mettre fin aux coupures d'eau, tout en assurant un accès égal à cette ressource vitale à tous les citoyens.

Par Riad D.

Selon le Plan d'action, dont l'APS détient une copie, l'engagement du président de la République d'«en finir avec les coupures d'eau et de garantir un égal accès des citoyens aux différents services de l'eau à travers l'ensemble du territoire national» sera «une priorité» du gouvernement pour les années à venir, assurant que l'accès à l'eau bénéficiera du total soutien de l'État.

Le Plan d'action du gouvernement englobe la combinaison du dessalement au nord du pays à

partir de la bande côtière, des interconnexions entre les barrages et les systèmes de transfert, de l'utilisation systématique des eaux et des boues épurées dans l'industrie et l'agriculture et enfin, de l'exploitation des ressources souterraines dormantes du Sahara septentrional. A ce titre et afin de préserver les réserves stratégiques en eau, le gouvernement œuvrera à faire du dessalement de l'eau de mer la principale ressource d'eau potable (60 %), recourir aux barrages à hauteur de 20 % et aux nappes phréatiques à hauteur de 20 %. Les efforts de mobilisation et l'usage optimal de la ressource seront «plus soutenus» avec l'objectif de réduire la proportion des eaux impactées par l'aléa climatique en développant, là où elles s'avèreront réellement utiles et dans le strict respect de l'équilibre des écosystèmes en place, les ressources non conventionnelles, notamment par la réalisation de nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer et de stations de déminéralisation dans les régions Sud.

Le nombre actuel de stations de dessalement de l'eau de mer (SDEM), à savoir 11 SDEM avec



Ph.D. R.

une capacité de production de 760 millions de m³/an, sera porté à 19 SDEM en 2024 avec une capacité de production de 1,4 milliards m³/an, assure le gouvernement. La capacité nationale de stockage des eaux superficielles sera augmentée par la réalisation et la mise en service de nouveaux barrages et l'interconnexion des grands ouvrages et complexes hydrauliques du pays.

Les 80 barrages actuels disposent d'une capacité de stockage cumulée de 8,30 milliards

m³. En 2024, le nombre sera porté à 85 barrages, avec une capacité de globale de 9 milliards m³ et une capacité de mobilisation de 4 milliards m³/an, selon le document.

La cadence de réalisation de forages à destination agricole et domestique sera accélérée, en veillant à préserver les nappes phréatiques de la surexploitation et en permettant leur régénération. Le volume global de production des eaux souterraines est estimé à 6,6 milliards m³/an, à travers les 281 000 forages

actuels, dont 255 000 forages destinés à l'irrigation.

En 2024, le volume global, toutes sources confondues, passera à 12 milliards m³/an.

La stratégie de mobilisation ne se limitera pas à ces grands captages, affirme le gouvernement, ajoutant qu'elle intègre aussi les niches hydriques, telles que les petits barrages et les retenues collinaires qui constituent des ressources non négligeables, notamment en zones éparses et en milieu rural.

R. D.

CNESE

Redha Tir prend part aux travaux de la Conférence arabe du travail

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Rédha Tir, prend part, depuis hier, aux travaux de la 47^e session de la Conférence arabe du Travail qui se tient au Caire (Egypte) jusqu'au 12 septembre en cours, indique un communiqué du Conseil.

Cette rencontre, intervenant à l'invitation du directeur général de l'Organisation arabe du travail (OAT), Fayez al-Mutairi, se déroulera en présence du Premier ministre égyptien, de plusieurs ministres arabes, du secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, Ahmed Aboul Gheit et des membres des délégations représentant des organisations patronales et des fédérations ouvrières de 21 pays arabes ainsi que les représentants d'organisations arabes et internationales et de nombre d'ambassadeurs, ajoute la même source.

Intitulée «Management et microprojets, la voie vers le développement durable et l'autonomisation», cette session évoquera plusieurs thèmes, dont «l'impact du développement technologique sur l'environnement du travail» et «les exigences de l'économie verte pour assurer les opportunités de travail».

La rencontre sera l'occasion pour M. Tir de discuter avec le directeur général de l'OAT, étant un partenaire et accompagnateur dans la fondation de la Ligue arabe des conseils économiques et sociaux et instances similaires de la tenue de la prochaine Assemblée générale de la Ligue, prévue les 22 et 23 novembre prochain à Alger, ajoute le communiqué.

R. K.

«Big Day» à Mostaganem

Atteindre les objectifs est plus qu'une détermination

A l'instar des autres wilayas du pays, la lutte contre la pandémie de Covid-19 est implacable. A Mostaganem, ce samedi 4 septembre, les pouvoirs publics ont lancé une poussive campagne de vaccination afin de protéger au maximum la population de la wilaya contre la menace de mort qu'inflige le mutant virus nommé «Delta». Afin de mener à bien l'opération, les services de santé vont persévérer avec une organisation optimale et une mobilisation extrême. Pour cette semaine à Mostaganem et sous l'égide du wali, le «Big Day» mobilise le secteur de la Santé avec ses moyens humains et matériels, accompagné des autres secteurs de la wilaya lesquels vont vers un objectif quotidien de 14 400 sujets vaccinés. Selon les déclarations du directeur de la santé et de la population de la

wilaya, Mohamed Toufik Khalil, des moyens assez importants ont été mis en place, tels que les points fixes de vaccination qui sont au nombre de 65 avec les 48 unités mobiles. Ces dernières toucheront les populations des zones d'ombre principalement ainsi que celle des 508 douars ciblés pour la semaine. «Dans le but de garantir son succès et atteindre l'objectif escompté, plusieurs secteurs y participent avec leurs moyens humains et matériels. La Culture, la Douane, la Protection civile, la Police, la Gendarmerie nationale, la Cnas, la Casnos, la DJS, mobilisant 180 médecins, 180 paramédicaux, 70 chauffeurs et 60 imams», a-t-il ajouté. Il dira également que pour la sensibilisation des citoyens, tous les médias sont mobilisés sous la coupe de l'Association de la Presse de la wilaya, les-

quels étaient présents en grand nombre pour le lancement de cette grande campagne. Pas moins de 54 mosquées et plusieurs CMS de quelques organismes poussent la campagne de vaccination à son summum. Cette opération est organisée pour toucher le maximum de zones densément peuplées. Berrached Nidhal Mahmoud, secrétaire général de la wilaya de Mostaganem, qui conduit cette opération par intérim du wali, a estimé que cette semaine de campagne de vaccination demeure extrêmement importante car, selon lui, la wilaya doit accomplir les objectifs qu'elle a arrêtés, indiquant que la wilaya a atteint, jusqu'à ce jour, le taux de 25 %. Toutefois, ajoutera-t-il, «face à ce menaçant virus et à une probable 4^e vague, il reste opportun de poursuivre les opérations de vaccination selon les

instructions des pouvoirs centraux en mettant tous les moyens qui lui garantissent le succès». Le responsable a rassuré sur la disponibilité du vaccin en quantité suffisante. Il a exhorté la presse à amplifier l'information pour une sensibilisation généralisée. Le secrétaire général a indiqué aussi que les équipes de santé qui ont fait un travail colossal depuis l'apparition de la pandémie sont à encourager, les félicitant au passage et leur souhaitant du courage. Enfin, les autorités de la wilaya sont plus que déterminées à atteindre les objectifs du «Big Day». Par ailleurs, le fait marquant a été relevé ce matin à douar El Kraïmya, localité de Stidia. Un médecin appartenant à la DJS a continué à vacciner les citoyens après avoir appris que sa jeune tante venait de succomber à la maladie. **Lotfi Abdelmadjid**

Lutte anti-Covid à Béjaïa

La campagne de vaccination «Big Day» lancée

A l'instar des autres wilayas, celle de Béjaïa a lancé, hier, la campagne nationale de vaccination baptisée «Big Day» ou «Grand Jour». Cette campagne, dont le but est de vacciner le maximum de personnes du 4 au 11 septembre, a été

précédée par une campagne de vaccination la journée de vendredi dernier dans 48 mosquées et autres lieux publics. Au chef-lieu de Béjaïa, au moins 25 centres de vaccination ont été ouverts, en sus des équipes mobiles qui devraient

être domiciliées au niveau de la gare routière, la Brise de mer et au niveau des mosquées et autres lieux publics. A Sidi Aïch et dans quelques daïras, la campagne de vaccination a atteint les 28 %. Pour rappel, la semaine dernière, la campagne de vaccination avait

été organisée au niveau de 30 pharmacies à travers les quatre coins de la wilaya, dont Amizour, Tazmalt, Béjaïa, Akbou, Kherrata, Barbacha, Toudja, entres autres. D'autres officines sont concernées et devraient être investies de cette mission. **Hocine C.**

Plan d'action du gouvernement

Consacrer une politique commerciale orientée vers la réduction des importations

■ Le gouvernement envisage, dans le cadre de son Plan pour la mise en œuvre du programme du président de la République, de mettre en place de nouveaux mécanismes devant permettre de favoriser la résilience de l'économie nationale aux chocs extérieurs, s'appuyant sur une politique commerciale orientée vers la réduction des importations et la promotion des exportations hors hydrocarbures.



Par Salem K.

Selon ce Plan d'action, dont l'APS détient une copie, ces nouveaux mécanismes envisagés consistent notamment en la valorisation de la production nationale, la rationalisation des importations, le renforcement des capacités d'exportation, la

facilitation de l'acte d'exporter, ainsi que l'actualisation et le développement des accords commerciaux de libre-échange.

Dans le cadre de la politique de valorisation de la production nationale et de rationalisation des importations, le gouvernement compte mettre en place des dispositifs juridiques obligeant l'ensemble des opéra-

teurs économiques à recourir aux biens et aux services produits localement dans le cadre de leurs commandes, de manière à réduire les importations.

Le gouvernement fera en sorte aussi d'encourager les investissements dans le domaine de la production de matières premières et la soumission des importateurs à l'obligation de l'enregistrement de leurs fournisseurs auprès des services concernés afin d'assurer l'intégrité et la transparence des pratiques commerciales.

En vue de renforcer les capacités d'exportation, le gouvernement continuera à encourager et à accompagner la promotion des exportations hors hydrocarbures en apportant les appuis nécessaires aux opérateurs économiques dans le but d'améliorer leur compétitivité.

Pour concrétiser cet objectif, il procédera à la mise en place d'une stratégie nationale des exportations et à l'application des différents textes législatifs et réglementaires régissant et encadrant l'acte de l'exportation, selon une approche de

simplification et d'amélioration des procédures.

Cette simplification de l'acte d'exporter sera visible, selon le document du gouvernement, par différentes actions à l'instar du traitement rapide des dossiers de remboursement d'une partie des frais de transport à travers le fonds spécial pour la promotion des exportations et la création d'un dispositif de veille économique pour capter toute opportunité d'exportation de la production nationale.

Il est envisagé également de nouveaux mécanismes favorisant la résilience de l'économie nationale aux chocs extérieurs, l'actualisation et le développement des accords commerciaux de libre-échange par le gouvernement, à l'instar de l'évaluation des accords multilatéraux et bilatéraux (accord d'association avec l'Union européenne, grande zone arabe et de libre-échange et accord préférentiel avec la Tunisie), ainsi que l'évaluation du processus d'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce.

Il est question aussi d'évaluer le dossier relatif aux règles d'ori-

gines dans le cadre des zones de libre-échange afin de «définir précisément les conditions d'octroi des avantages tarifaires en relation avec chaque accord».

Le gouvernement s'engage à assainir la sphère commerciale en mettant en place des outils et des mécanismes nécessaires pour assurer une meilleure organisation et encadrement du commerce intérieur, dont les principaux objectifs seront la lutte contre le commerce informel, l'assainissement du marché et la moralisation de l'acte du commerce.

La révision de la stratégie globale du contrôle économique et de la répression des fraudes, le renforcement des capacités analytiques du secteur du Commerce et le renforcement des mécanismes de protection de la santé, la sécurité et des intérêts du consommateur, figurent également parmi les actions envisagées par le gouvernement dans son Plan d'action.

S. K.

Energies renouvelables

Lancement prochain d'un appel d'offres pour la réalisation de 1 000 MW

Le gouvernement a entendu, samedi, lors de sa réunion présidée par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, un exposé présenté par le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables sur le développement des énergies renouvelables, dans lequel il a annoncé le lancement prochain d'un appel d'offres pour la réalisation de centrales photovoltaïques d'une capacité de 1 000 MW. Selon un communiqué des services du Premier ministre, le gouvernement a entendu une

communication présentée par le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables sur le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Dans le cadre du programme de développement des énergies renouvelables, dont l'objectif à terme vise à installer 15 000 MW d'ici à 2035, il a été annoncé qu'un appel d'offres pour la réalisation d'un ensemble de centrales électriques photovoltaïques d'une puissance totale de 1 000 MW sera lancé prochainement.

Ainsi, la présentation du ministre a porté notamment sur

les axes prioritaires dans la feuille de route du secteur de la Transition énergétique, à savoir le plan multisectoriel de sobriété et d'efficacité énergétique, le plan de développement des énergies renouvelables et l'élaboration d'un nouveau modèle énergétique pour l'optimisation du mix énergétique. S'agissant de la maîtrise de l'énergie, le plan de développement du secteur de la Transition énergétique vise une économie d'énergie de 10 % par an, grâce notamment aux conventions avec les différents secteurs, notamment l'Habitat, le Transport et

l'Industrie, et le renforcement et le déploiement de l'Aprue, a ajouté le communiqué. Par ailleurs, la société SHAEMS dédiée au développement des énergies renouvelables (EnR) entrera en activité durant le dernier trimestre de l'année 2021.

Selon l'exposé, la production des EnR pour l'autoconsommation sera également encouragée, notamment par des mesures incitatives, l'homologation des kits solaires individuels et la levée des contraintes réglementaires, a fait savoir la même source.

T. K.

Commerce

Vers la création d'un réseau des laboratoires pour la conformité des produits

Le gouvernement a entendu samedi, lors de sa réunion qui s'est déroulée au Palais du gouvernement et présidée par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, un exposé présenté par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, relatif à un projet de décret exécutif portant création du Réseau des laboratoires d'essais et d'analyse de la conformité des produits (Releac). Selon un communiqué des services du Premier ministre, ce réseau des laboratoires d'essais et d'analyses de la

qualité (Releac), dépendant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, sera créé dans le cadre du dispositif de lutte contre les pratiques économiques frauduleuses. Ce projet de texte, enrichi et complété suite à sa présentation lors d'une précédente réunion du gouvernement, prévoit la refonte du Réseau des laboratoires d'essais et d'analyses de la qualité (Relea) mis en place depuis 1996, et sa transformation en réseau des laboratoires d'analyse de la conformité des produits (Relac), a ajouté la même source. «Il s'agit là d'une action quali-

tative qui s'inscrit dans le cadre du dispositif de lutte contre les pratiques économiques et commerciales frauduleuses», a souligné également le communiqué.

A ce titre, le projet de texte vise le renforcement du contrôle de la qualité par la consolidation des capacités analytiques des laboratoires nationaux relevant des différents départements ministériels et des laboratoires agréés activant dans le cadre de la protection du consommateur, notamment à travers la mise en place d'une cartographie nationale numérisée.

Salem M.

Algérie-Nigeria Pour la création d'un conseil d'affaires

La création d'un conseil d'affaires algéro-nigérien pour renforcer les relations économiques sur la base du principe gagnant-gagnant et contribuer au développement africain a été au centre des discussions entre la directrice générale de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), Wahiba Bahloul et une déléguation officielle du Nigeria, à laquelle, samedi, un communiqué de la Caci.

«Dans le cadre du développement et du renforcement des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et le Nigeria, M^{me} Bahloul a reçu, samedi au siège de la Caci, en compagnie des présidents des Chambres de commerce et d'industrie des wilayas de Béchar et Médéa, une déléguation officielle de l'Etat du Nigeria, composée de représentants d'instances officielles et des secteurs économiques de ce pays, conduite par la P Funmi Para-Mallam, avec laquelle la question de la création d'un conseil d'affaires algéro-nigérien a été évoquée», précise la même source.

Ce conseil «constitue l'un des outils de la diplomatie économique aux fins de raffermir les relations et les échanges économiques dans le cadre du principe gagnant-gagnant», ajoute la même source.

G. K.

Campagne de vaccination dans les wilayas du centre

Affluence appréciable des citoyens

■ La campagne nationale de vaccination contre le Covid-19, lancée samedi sous le slogan «avec le vaccin, la vie reprendra», a été marquée, dans les wilayas du centre, par une affluence appréciable de citoyens, a constaté l'APS au niveau de plusieurs points de vaccination.

Par Younés F.

Dans la wilaya de Tizi-Ouzou, où un quota de 60 000 doses a été réceptionné pour cette opération, 149 points de vaccination fixes dont 111 au niveau des structures de santé, 15 pharmacies d'officine et 23 espaces publics ont été mobilisés et enregistrent une affluence appréciable de citoyens, tous âges confondus.

A cela s'ajoute 120 équipes mobiles, dont 98 sillonneront toutes les communes, les villages et les zones rurales éparses et enclavées, en sus de 2 équipes de la Protection civile et 20 bus équipés destinés aux grands chefs-lieux de daïra.

Le wali, Djilali Doumi, qui a donné le coup d'envoi de l'opération, a indiqué qu'un total de 388 850 personnes ont déjà été vaccinées à Tizi-Ouzou, soit un taux de 27 %.

«Le but de cette semaine nationale de vaccination est de vacciner 5 000 citoyens/jour, ce qui permettra d'atteindre un taux de 35 % à la fin de cette opération (le 11 septembre)», a-t-il dit.

A Médéa, plus de 280 points de vaccination seront mobilisés pour la grande opération de vaccination contre le Covid-19. En outre, 30 équipes médicales mobiles vont sillonner les zones enclavées pour permettre aux habitants de ces zones de se faire vacciner sur place, alors que six autres équipes devraient garantir la vaccination à domicile des personnes âgées ou à mobilité réduite. «La mobilisation de ce nombre important de points de vaccination vise à donner un coup d'accélérateur à l'opération de vaccination, entamée en février dernier et qui a permis de toucher près de 34 % de la population, âgée de plus de 18 ans», selon le directeur local de la santé et de la population (DSP), Mohamed Cheggouri.

Une affluence notable des citoyens est également enregistrée à Chlef, aux premières heures du lancement de cette



campagne, à travers les 93 points relevant des structures de la santé. Ces points fixes ont été renforcés par 35 équipes mobiles, selon la DSP.

A Tipasa, la Direction de la santé vise, lors de cette grande campagne nationale de vaccination, à atteindre 60 % de la population, ce qui va porter le nombre total des citoyens qui vont bénéficier de cette protection vaccinale à 177 000, selon le wali, Ahmed Mabed.

A Béjaïa, où 99 128 personnes ont été vaccinées jusqu'à présent, selon un bilan de la Direction locale de la santé, des équipes pluridisciplinaires ont été constituées pour sillonner les villages et quartiers, en

plus d'autres points de vaccination installés à cet effet lors de cette campagne.

Des points de vaccination sont également installés au niveau de l'Université Abderrahmane-Mira en prévision de la rentrée universitaire ainsi qu'à travers des mosquées au niveau de 30 communes.

Dans cette même wilaya, 152 points de vaccination répartis dans les différentes régions sont ouverts à l'occasion, en plus de 10 caravanes médicales qui vont sillonner les régions reculées de la wilaya.

A Djelfa, cette campagne nationale a été fortement appréciée par les citoyens qui ont été nombreux à se présenter au 135

points de vaccination fixe pour se faire vacciner et contribuer ainsi à la lutte contre cette pandémie. Outre ces points fixes, 35 équipes mobiles vont sillonner les zones d'ombre de la wilaya pour toucher le plus grand nombre de citoyens, selon le DSP Redouane Kina, qui a fait état de la réception d'un quota de 150 000 doses de vaccins pour cette opération.

La wilaya de Blida a réservé de son côté 140 points fixes de vaccination et mobilisé 35 équipes mobiles en perspective de vacciner le plus grand nombre de personnes durant cette campagne en prévision des rentrées sociale, scolaire et universitaire.

A Bouira, 155 points de vaccination à travers tout le territoire de la wilaya, dont des équipes mobiles de la Protection civile devant couvrir les zones d'ombre. Sur ces 155 points de vaccination, 99 relèvent du secteur de la santé et 75 d'autres services.

«La vaccination au niveau de cette wilaya a concerné 150 000 personnes, cela reste peu vu que la population de Bouira est de plus de 800 000 habitants», a estimé le wali, Lakhal Ayat Abdesslam, avant d'appeler la population à se faire vacciner pour atteindre un plus haut niveau d'immunité collective avant la rentrée scolaire.

Y. F.

Laghouat

Un infirmier retraité participe bénévolement à la vaccination

Smail Bendouma, un infirmier retraité du secteur de la Santé, n'a pas hésité à s'impliquer bénévolement dans la caravane médicale de vaccination de la population de la zone d'ombre Terguellet contre le Covid-19, dans le cadre de la vaste campagne lancée samedi dans la wilaya de Laghouat.

Répondre à l'appel lancé par les pouvoirs publics pour la réussite de la campagne de vaccination d'envergure semblait comme une évidence pour Smail, de nature très dévoué, particulièrement lorsqu'il a s'agit de prendre part à la caravane médicale de vaccination dans la zone

d'ombre de Terguellet, commune d'El-Ghicha (150 km nord de la wilaya de Laghouat). «C'est un appel de la patrie qu'aucun véritable citoyen ne peut décliner», a déclaré Smail, assurant de sa disposition à servir son pays pour lutter contre la pandémie de coronavirus et ce, en prenant part bénévolement à des rotations de permanence dans divers services et structures hospitalières, ainsi qu'en prêtant main-forte aux malades atteints de Covid-19. «Je considère que c'est un devoir dicté par la conscience, le patriotisme et l'humanité», a ajouté Smail, qui assure l'animation, dans le cadre de cette

caravane, d'une opération de sensibilisation des citoyens sur l'importance de la vaccination, seule voie pour atteindre une immunité collective et reprendre une vie normale. L'opération de vaccination dans la zone d'ombre de Terguellet, retenue au titre de la semaine nationale, a été favorablement accueillie par la population locale, qui a été vaccinée à 100 % en attendant le retour de cette caravane après 24 jours pour bénéficier de la seconde dose du vaccin.

Un des vaccinés, Ahmed Louassef, n'a pas manqué, à ce titre, de louer les efforts fournis par l'Etat pour rapprocher

les centres de vaccination des populations des zones reculées et enclavées, avant de mettre en valeur les explications et conseils «rassurants et encourageants» fournis par l'infirmier bénévole.

La campagne de vaccination dans la wilaya de Laghouat a donné lieu à la vaccination jusqu'ici de plus de 42 000 citoyens. Un chiffre atteint grâce à la mobilisation de près d'une centaine de points de vaccination et 15 équipes médicales mobiles pour sillonner les régions lointaines et enclavées de la wilaya, selon les services de la Direction de la santé.

R. L.



Afghanistan

Les talibans gagnent du terrain dans le Panchir, Washington évoque les prémices d'une guerre civile

■ Les talibans ont affirmé, hier, avoir gagné du terrain dans la vallée du Panchir, dernier gros foyer de résistance armée aux nouveaux maîtres de l'Afghanistan, où les conditions d'une guerre civile pourraient bientôt être réunies, selon Washington.

Par Mourad M.

Depuis le 30 août et le départ des dernières troupes américaines du pays, les forces du mouvement islamiste ont lancé une série d'offensives contre cette vallée enclavée et difficile d'accès, située à 80 km au nord de Kaboul.

Bastion antitaliban de longue date, la zone, que le légendaire commandant Ahmed Shah Massoud a contribué à rendre célèbre à la fin des années 1990 avant d'être assassiné par Al-Qaïda en 2011, abrite aujourd'hui le Front national de résistance (FNR).

Emmené par Ahmad Massoud, le fils du commandant Massoud, le FNR comprend des membres de milices locales ainsi que d'anciens membres des forces de sécurité afghanes qui sont arrivés dans la vallée lorsque le reste de l'Afghanistan est tombé.

Selon l'ONG italienne

Emergency, présente dans le Panchir, les forces talibanes ont atteint vendredi soir Anabah, un village situé à environ 25 km à l'intérieur de la vallée, longue de 115 kilomètres.

«De nombreuses personnes se sont enfuies des villages de la zone ces derniers jours», a ajouté dans un communiqué l'ONG, précisant avoir reçu «un petit nombre de blessés au centre chirurgical d'Anabah».

Un responsable taliban a affirmé sur Twitter que plusieurs parties du Panchir étaient désormais sous contrôle des forces du régime. Côté résistance, Ali Maisam Nazary, porte-parole du FNR, a assuré sur Facebook que la résistance «n'échouerait jamais».

Des propos qui tranchent avec ceux, plus sombres, tenus par l'ancien vice-président, Amrullah Saleh, qui depuis le Panchir a fait état d'une «crise humanitaire à grande échelle», avec des milliers de déplacés suite «à l'assaut taliban».

Les communications sont très

difficiles avec la vallée du Panchir et l'AFP n'était pas en mesure de confirmer de source indépendante ces informations ni l'avancée réelle des talibans dans la zone.

Face à cette situation chaotique, le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Mark Milley, a estimé que «les conditions d'une guerre civile étaient susceptibles d'être réunies en Afghanistan».

«Je pense qu'il y a au moins une très forte probabilité d'une guerre civile qui pourrait conduire à une reconstitution d'Al-Qaïda ou à un renforcement d'ISIS (le groupe État islamique, ndr) ou d'autres groupes terroristes», a-t-il souligné dans une interview à la chaîne américaine Fox News diffusée samedi.

Sur le plan politique, le visage du nouvel exécutif taliban, initialement pressenti pour être élu dès vendredi, se faisait toujours attendre hier.

De retour au pouvoir vingt ans après en avoir été chassés par une coalition emmenée par les États-Unis, les talibans sont attendus au tournant par la communauté internationale qui a prévenu qu'elle jugerait le mouvement islamiste sur ses actes.

Le mouvement fondé par le mollah Omar a promis, depuis sa prise de contrôle de Kaboul le 15 août, la mise en place d'un gouvernement «inclusif» et s'est engagé à respecter les droits des femmes, bafoûés lors de son premier passage au pouvoir entre 1996 et 2001.

Ses promesses peinent à



PH. > D. R.

convaincre. Samedi, pour la deuxième journée consécutive, des dizaines de femmes ont battu le pavé à Kaboul pour demander le respect de leurs droits et leur participation au futur gouvernement.

Sur le plan humanitaire, même si la situation demeure criatique en Afghanistan, le ciel commence à s'éclaircir.

Le Qatar a annoncé avoir acheminé, samedi en Afghanistan, 15 tonnes d'aide humanitaire en provenance du monde entier et indiqué que les vols allaient se poursuivre «dans les jours qui viennent».

L'ONU, qui a mis en garde cette semaine contre une «catastrophe humanitaire imminente», tiendra pour sa part le 13 septembre une réunion entre États membres afin d'accroître l'aide humanitaire au pays.

Près de trois semaines après la prise de pouvoir des talibans, le ballet diplomatique a par

ailleurs débuté. Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, est notamment attendu d'aujourd'hui à mercredi au Qatar, pays au cœur du dialogue avec le nouveau pouvoir afghan.

Le chef du renseignement militaire pakistanais, Faiz Hameed, a quant à lui été vu samedi à Kaboul, où il devait probablement rencontrer des hauts responsables talibans, avec qui Islamabad entretient des liens étroits.

Samedi, à plus de 5 000 km de Kaboul, la crise afghane s'est invitée au festival de Venise où deux cinéastes afghanes ont témoigné de la situation dramatique dans laquelle l'arrivée des talibans avait plongé les milieux artistiques.

«Imaginez un pays sans artistes !», a notamment lancé Sahraa Karimi, réalisatrice de 38 ans, couronnée par des prix dans plusieurs festivals.

M. M.



Commentaire

Rencontre

Par Fouzia Mahmoudi

Pour la troisième élection présidentielle d'affiliée, Arnaud Montebourg se lance dans la course à l'Élysée et espère réussir à conquérir le vote des électeurs de gauche. L'ancien ministre socialiste, spécialiste des questions économiques au sein des gouvernements Ayrault (2012-2014) et Valls (2014), a déclaré en ce début de semaine depuis sa ville natale de Clamecy (Nièvre), sa candidature à l'élection présidentielle, proposant aux Français une «remontada industrielle», démocratique et écologique entre 2022 et 2027. «C'est pour cette tâche difficile mais magnifique, audacieuse mais nécessaire et pour cette tâche seulement que j'ai décidé de présenter aujourd'hui aux Français ma candidature à la présidence de la République», a clamé l'entrepreneur de 58 ans devant plusieurs centaines de partisans réunis dans la mairie de Clamecy, ainsi que sur les réseaux sociaux. Le candidat malheureux aux primaires socialistes de 2012 et 2017, et actuel entrepreneur dans l'agroalimentaire, a expliqué que le slogan de sa campagne, «La Remontada de la France», comprenait la lutte contre la mondialisation néolibérale ainsi que la réindustrialisation du pays. Pour ce faire, l'homme politique veut notamment agir sur l'économie locale : reconstruire «les fleurons industriels disparus dans les secteurs du futur», recréer de l'emploi, revaloriser les salaires et encore faire bénéficier à tous les salariés du privé des profits générés par leur entreprise. Mais aussi, faire de cette économie un véritable enjeu environnemental : investir dans l'après-pétrole, rendre les régions rurales de nouveau attractives et encore, mettre à disposition les quelque 1 million de biens immobiliers qui y sont vacants, pour les citoyens désireux de quitter les grandes métropoles. «L'ensemble de ces transformations que je propose pourront s'appeler VI République et viseront à combattre les injustices», termine-t-il. Malgré l'absence d'appui d'un autre parti politique, Arnaud Montebourg a confié «éprouver de la légitimité à porter au pouvoir les idées, combats et projets (qu'il dit avoir) portés dans le passé et aujourd'hui devenus», selon lui, le centre de gravité des convictions des Français». Sa candidature vient ainsi s'ajouter à de nombreuses autres à gauche, de l'insoumis Jean-Luc Mélenchon à celle, probable, de la socialiste Anne Hidalgo, en passant par le candidat qui sera choisi à l'issue de la primaire écologiste. Arrivé 2 fois déjà par le passé en troisième position des primaires de 2011 et de 2017, il veut visiblement se défaire du carcan des élections d'investitures et se présenter directement face aux Français en offrant un programme économique qu'il affirme solide et capable de redresser la France. Reste à voir si les électeurs seront séduits par sa campagne et surtout s'il réussira à les convaincre de se déplacer jusqu'aux urnes, alors qu'à chaque scrutin le taux d'abstention fausse toujours un peu plus les résultats.

F. M.

Attaque au couteau en Nouvelle-Zélande

Wellington essayait depuis des années d'expulser le jihadiste

La Nouvelle-Zélande essayait depuis des années d'expulser le jihadiste sri-lankais, responsable d'une attaque au couteau dans un supermarché vendredi, a révélé, samedi, la Première ministre, Jacinda Ardern, disant sa «frustration» et sa volonté de faire évoluer la législation antiterroriste.

Son statut de réfugié avait pourtant été révoqué, les autorités soupçonnant de fausses allégations de menaces pour sa vie au Sri Lanka. Un avis d'expulsion avait même été émis contre lui en avril 2019.

Mais depuis, le processus légal traînait en longueur, ce musulman tamoul contestant en justice la révocation de son statut de réfugié, en arguant qu'il risquait d'être arrêté et torturé si la Nouvelle-Zélande le renvoyait au Sri Lanka.

Et les tentatives de le condamner en vertu de la loi antiterroriste avaient toutes

échoué, a déroulé la Première ministre lors d'une conférence de presse.

Arrivé avec un visa étudiant

Ahamed Aathil Mohamed Samsudeen, arrivé en Nouvelle-Zélande avec un visa d'étudiant en 2011, avait réussi à obtenir le statut de réfugié deux ans plus tard.

Mais il avait attiré l'attention de la police en 2016, après avoir exprimé sur Facebook sa sympathie pour des attaques jihadistes.

L'homme avait alors été surveillé pendant cinq ans et emprisonné pendant trois ans, après son arrestation à l'aéroport d'Auckland, la police le soupçonnant de s'approprier à rejoindre la Syrie. Une fouille dans son logement avait permis la découverte d'un couteau de chasse et de «documents de propagande de l'État islamique», selon des docu-

ments judiciaires. L'homme, considéré comme un «loup solitaire» planifiant une attaque au couteau, avait finalement été libéré en juillet. Il était depuis sous surveillance policière.

«Toutes les possibilités de poursuivre sa détention avaient été épuisées», a déploré M^{me} Ardern lors de sa conférence de presse, ajoutant que des changements à la législation antiterroriste devraient être approuvés par le Parlement avant la fin du mois.

Vendredi, ce Sri Lankais de 32 ans a pris un couteau dans un supermarché d'Auckland et a attaqué sept personnes, dont trois ont été grièvement blessées, avant d'être abattu par les policiers en charge de sa surveillance.

Selon le commissaire de police Andrew Coster, il n'y avait rien d'inhabituel dans le comportement de l'homme avant l'attaque et il semblait faire ses courses normalement.

Inclusion du Sahara occidental dans les élections marocaines

Un ministre sahraoui dénonce la violation par Rabat du droit international

■ Le ministre sahraoui des Territoires occupés et des Communautés, Mohamed El Ouali Akik, a affirmé, samedi, que l'intention du Maroc d'organiser des élections au Sahara occidental occupé constituait une «violation du droit international» et une «pratique coloniale désespérée» imposée par la logique de la force, de l'oppression et de l'intimidation.



Par Moncef G.

Dans une déclaration à l'APS, M. Mohamed El Ouali Akik a précisé que ces élections devant se tenir dans les territoires occupés sont en contradiction avec le droit international et les principes de légalité internationale qui classent le Sahara occidental en tête des questions de décolonisation.

Le peuple sahraoui attend de

voir les Nations unies «honorer leurs engagements et lui permettre d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, à travers un référendum libre et démocratique, et non pas de fermer les yeux sur des pratiques coloniales désespérées imposées par la logique de la force, de l'oppression et de l'intimidation», a-t-il déclaré.

La tenue de ces élections «ne changera rien à la nature de la

question, ni à la détermination du peuple sahraoui et à ses moyens de résistance pour arracher ses droits légitimes», a-t-il soutenu.

Le responsable sahraoui a qualifié les pratiques marocaines d'«insidieuses et d'actes insensés et provocateurs qui confirment l'entêtement et l'acharnement du Maroc à exacerber les tensions et à exporter les crises».

Il a salué, par ailleurs, la position de l'Union africaine (UA) qui a refusé l'envoi d'observateurs à ces élections, «mettant à nu les tentatives de l'occupant marocain de conférer une légitimité à une assertion mensongère».

L'UA avait opposé un refus à la demande du Maroc d'envoyer des observateurs pour surveiller le déroulement des élections législatives du 8 septembre qui devaient inclure illégalement les territoires sahraouis occupés, a-t-on appris, vendredi, de sources concordantes.

L'UA a validé la position de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) soutenant l'illégalité de l'opération électorale marocaine, étendue aux territoires sahraouis occupés.

Il s'agit d'un cinglant désaveu pour Rabat qui voulait impliquer les citoyens sahraouis dans un processus électoral qui ne les concerne pas, organisé par une force d'occupation militaire dont le registre est rempli de violations des droits humains fondamentaux. Le 18 août, le Président sahraoui, Brahim

Ghali, avait appelé le SG de l'ONU à intervenir afin d'empêcher le Maroc d'inclure le Sahara occidental occupé dans ces élections législatives et à mettre un terme à toutes les activités illégales menées par Rabat dans ces territoires. Dans une missive au chef de l'ONU, le président sahraoui avait fermement rejeté «le processus illégal» préparant la tenue de ces élections dans les territoires occupés.

«C'est une violation flagrante du statut légal du Sahara occidental, un territoire en attente de décolonisation sous la responsabilité des Nations unies», avait-il écrit dans sa lettre au SG de l'ONU.

Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France.

M. G.

Pour venir au secours de Sultana Khaya

Brahim Ghali appelle l'ONU à intervenir

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, a adressé, vendredi, une lettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies pour attirer son attention sur la situation dramatique de la militante des droits humains, Sultana Sid Brahim Khaya et de sa famille, assignés à résidence depuis novembre 2020 dans la localité de Boujdour, dans les territoires occupés. «Je vous adresse cette lettre afin d'attirer votre attention et

celle du Conseil de sécurité sur la situation extrêmement sérieuse que vit la militante des droits humains, Sultana Sid Brahim Khaya ainsi que sa famille à Boujdour, dans les territoires sahraouis illégalement occupés par le Maroc», indique le président sahraoui.

Il ajoute dans sa lettre, que les dernières données indiquent que Sultana Khaya et sa sœur Oum Al-Mouminin ont été atteintes du Covid-19, sciemment contaminées par des agents des services

de sécurité marocains. «Le 22 août 2021, des agents des forces de sécurité marocaines ont pénétré dans la maison familiale. Durant cette agression, l'un des agents a violemment empoigné Sultana Khaya et a placé un chiffon sur sa bouche et son nez. Elle en a été quasiment asphyxiée. Par la suite, elle a commencé à se sentir malade et à avoir des douleurs musculaires et autres symptômes associés au Covid-19. Sa sœur Oum Al-Mouminin souffre des mêmes symptômes et il

semble qu'un autre membre de la famille ait les mêmes symptômes aussi», explique-t-il. Le président sahraoui a appelé le SG de l'ONU et le Conseil de sécurité à intervenir en urgence pour venir au secours de la militante et de sa famille.

Il a également demandé à ce que l'ONU et le Conseil de sécurité interviennent pour assurer la protection de tous les militants sahraouis des droits humains ainsi que les prisonniers politiques.

Reda A.

Elections en Libye

Un impératif pour la stabilité du pays

L'ambassadeur des Etats-Unis à Tripoli, Richard Norland, a estimé vendredi que la stabilité en Libye passe par l'impératif de tenir les élections générales à leur date prévue, en décembre prochain.

«Les Libyens ne veulent pas voir resurgir le spectre de la guerre civile, et le rétablissement de la stabilité passe impérativement par la tenue des élections en décembre comme prévu», a déclaré l'émissaire américain en Libye dans un tweet, en réaction aux violents affrontements armés qui ont eu lieu vendredi dans le sud de la capitale Tripoli.

«Les dirigeants politiques ont la responsabilité de se mettre immédiatement d'accord sur une solution de compromis qui per-

mettra à cette échéance électorale de se tenir en temps voulu», a insisté Richard Norland, notant que son pays «soutiendra ce processus».

L'ambassade des Etats-Unis à Tripoli avait salué jeudi dernier, dans un tweet, les résultats de la réunion ministérielle des pays voisins de la Libye, tenue lundi et mardi derniers à Alger, y voyant «une étape importante en faveur de la stabilité régionale».

«Les Etats-Unis réitérent également leur appel au retrait de toutes les forces et combattants étrangers de Libye et à la tenue d'élections générales comme prévu le 24 décembre», avait souligné la mission diplomatique.

La réunion ministérielle des

pays voisins de la Libye, tenue lundi et mardi à Alger, avait pour objectif d'aider les Libyens à par-

achever le processus de réconciliation nationale à travers, notamment la tenue, dans les

délais, des élections générales prévues le 24 décembre 2021.

R. L.

La National Oil Corporation annonce la fin de sa division entre Est et Ouest

La National Oil Corporation (NOC) libyenne a annoncé, samedi, la fin de la division du secteur pétrolier entre l'Est et l'Ouest de la Libye en fusionnant tous les employés de la société parallèle de l'est avec celle basée à Tripoli.

Le Premier ministre, Abdul Hamid Dbeibah, a salué la fin de la division de la NOC, la décrivant comme «une grande réussite pour le secteur le plus important et la seule source de reve-

nus du pays». Depuis 2014, la Libye était politiquement divisée entre les autorités de l'Ouest et de l'Est du pays, qui disposaient de leurs propres banques centrales et sociétés pétrolières.

«Le Gouvernement d'unité nationale, depuis son approbation, a tenu à unifier toutes les institutions économiques de l'Etat libyen et a accordé une attention particulière à cette question. Il a fallu un certain temps pour atteindre cet objectif

et aujourd'hui nous mettons définitivement fin à l'ère de la division dans le secteur pétrolier tout en publiant une décision nommant, intégrant et fusionnant toutes les personnes affiliées à la société (anciennement) parallèle», a déclaré le président de la NOC, Mustafa Sanalla. Le Gouvernement d'unité nationale de M. Dbeibah a été nommé en février par le Forum de dialogue politique libyen sous l'égide des Nations unies.

T. L.



EN de Judo (seniors/messieurs)

Stage bloqué à Tikjda

La sélection algérienne (seniors/messieurs) de judo est entrée en stage bloqué vendredi au Centre national de sports et loisirs de Tikjda (Bouira), pour entamer la préparation des importantes échéances internationales à venir, dont les Championnats d'Afrique 2022 et les Jeux Méditerranéens de la même année à Oran. La sélection algérienne est composée d'un effectif élargi d'une trentaine

d'athlètes, sous la direction du nouveau sélectionneur national Ahmed Moussa, avec l'assistance de son adjoint Sofiane Bouyakoub, a-t-on précisé de même source. Outre ces objectifs à court terme, la sélection nationale entamera par la même occasion la préparation d'objectifs à plus long terme, notamment les prochains Jeux olympiques d'été, prévus en 2024 à Paris (France).

Cyclisme/Championnats du monde «juniors» sur piste

Houili déclare forfait pour les 3 dernières épreuves

La cycliste algérienne Nesrine Houili a déclaré forfait pour les trois dernières épreuves qu'elle devait disputer aux Championnats du monde sur piste «juniors», actuellement en cours en Egypte, après avoir contracté une blessure contraignante, a-t-on appris, samedi, auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAC).

«Houili s'était blessée vendredi, pendant l'épreuve de l'Omnium, marquée par une importante chute collective au cinquième tour, et cette blessure l'avait obligée dès lors à abandonner.

Cependant, à ce moment là, le forfait de Houili n'était pas encore définitif, car elle espérait pouvoir récupérer rapidement pour disputer les trois autres épreuves qui lui restaient à partir de samedi. Mais finalement, les examens médicaux qu'elle a subis un peu tard dans la

soirée avaient montré que sa blessure était assez sérieuse et que par conséquent, elle ne pourrait plus poursuivre l'aventure», a détaillé l'instance fédérale dans un communiqué.

En effet, après le scratch et l'omnium, la multiple championne d'Afrique en titre devait s'engager dans les épreuves de l'élimination, de la poursuite individuelle et de la course aux points.

Mais la blessure qu'elle a contractée après sa vilaine chute de vendredi a finalement tout remis en cause.

Outre Houili, l'Algérie a engagé trois autres cyclistes dans ces Mondiaux 2021 de la catégorie «juniors», en l'occurrence : Akram Belabessi, Salah Eddine El Ayoubi Cherki et Achraf Amellal. Ces Championnats du monde «juniors» sur piste se déroulent du 1^{er} au 5 septembre en Egypte.

Championnat d'Afrique de tennis de table

La sélection messieurs termine 3^e

L'équipe algérienne de tennis de table messieurs a terminé 3^e du tournoi par équipes des Championnats d'Afrique de Yaoundé, en dominant le Togo sur le score de 3 à 0. Les victoires algériennes ont été obtenues grâce à Sami Kherouf face à Mawussi Agbetoglo 3-1 (11-8, 6-11, 11-5, 11-8), Larbi Bouriah devant Fanny Kokou Djodji 3-2 (11-8, 9-11, 11-5, 5-11, 11-7) et Mohamed Sofiene Boudjadja aux dépens de Allassani Saoudes 3-0 (13-11, 11-3, 11-4).

A la faveur de ce succès, les Algériens sont qualifiés aux Championnats du Monde prévus en 2022 en Chine. En demi-finale, le trio algérien a été battu par le Nigeria (3-0). Le titre africain par équipes est revenu à l'Egypte, difficile vainqueur du Nigeria (3-2). Chez les dames, les filles algériennes (Lynda Loghraïbi, Katia Kessaci et Hiba Feredj) ont pris la 5^e position grâce à leur succès face à l'Afrique du

Sud 3-0. L'équipe égyptienne a remporté la médaille d'or en battant le Nigeria 3-0, alors que la Tunisie a pris la 3^e place après sa victoire sur Maurice 3-0.

Au double mixte, la paire algérienne (Lynda Loghraïbi et Larbi Bouriah) s'est qualifiée aux quarts de finale où elle devait affronter, hier, son homologue du Nigeria (Edem Offiong-Bode Abiodun). Le chemin du double algérien a débuté face au duo ivoirien, Oba Don Ange-Leva Essevoh (3-1) aux 16^e de finale et la paire tunisienne Youssef Ben Attia-Garcia Fadwa (3-1) en 8^e de finale. En revanche, les deux autres doubles mixtes algériens, Abdelbasset Chaïchi/Hiba Feredj a été éliminé en 16^e de finale par les Tunisiens Kallel lheb/Zoghhlami Maram (3-1), et Katia Kessaci/Larbi Bouriah en 8^e de finale devant Bourass Aboubaker/Hadj Salah Abir (3-1).

Equipe nationale de football Les Verts aujourd'hui à Marrakech

■ C'est ce matin que la sélection nationale de football se rend au Maroc, plus précisément à Marrakech, pour y rencontrer le lendemain le Burkina Faso pour le compte de la deuxième journée des éliminatoires du Mondial 2022.



Les Verts à pied d'œuvre à Marrakech

Par Mahfoud M.

Les Verts se sont préparés comme il se doit au Centre des équipes nationales des Sidi Moussa. Après deux jours de repos, les joueurs se sont remis au travail avec le coach national, Djamel Belmadi, qui a insisté sur tous les détails, vu que le groupe s'est basé sur le côté physique et technique afin d'être prêt pour ce rendez-vous très important pour la sélection nationale qui souhaite engranger trois autres points pour consolider sa première position dans son groupe. Le driver de la sélection nationale a programmé une séance vidéo avec ses joueurs afin qu'ils aient une

idée plus précise sur les Etalons du Burkina Faso. Il faut dire que Belmadi ne laisse rien passer et considère qu'il faut tenir compte d'un certain nombre de paramètres pour réussir à remporter les trois points, très importants pour la suite du parcours dans cette compétition. A noter que le D' Mohamed Soltani a effectué les tests PCR anti-Covid-19 en prévision du voyage vers le Maroc afin d'éviter toute mauvaise surprise, surtout que la FIFA reste intransigeante sur cette question. Sur un tout autre volet, le président de la Fédération royale marocaine, Fawzi Lekdja, a annoncé qu'il veillera à ce que tout soit prêt pour ce match afin

que les Algériens ne manquent de rien, même si ce ne sont pas eux qui reçoivent, étant donné que ce sont les Burkinabè qui ont opté pour le stade de Marrakech. «Nous avons fait de notre mieux pour mettre les Algériens dans les meilleures conditions lors de ce match face au Burkina Faso. Ils se sentiront comme chez eux. Toutes les installations seront mises à la disposition de l'entraîneur Djamel Belmadi et son équipe, à qui il ne manquera rien», a souligné Lekdja, comme pour montrer que la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays n'influera pas sur le déroulement de ce match.

M. M.

MC Oran

Oussama Litim rejoint Al Aïn

Après trois saisons passées au Mouloudia Club d'Oran, le gardien Oussama Litim va tenter une expérience à l'étranger après avoir officialisé hier son départ vers Al Aïn, pensionnaire de D2 d'Arabie saoudite.

À 31 ans, Oussama Litim était l'une des références du championnat algérien.

En fin de contrat avec le MCO, le portier s'apprête à découvrir l'étranger, lui qui n'a jamais évolué qu'en Algérie.

En effet, Litim rejoint Al Aïn,

ancien club de Saphir Taïder et tout juste relégué en D2 saoudienne. Le projet sportif, celui d'une remontée immédiate, et le confort salarial important pour un joueur de son âge, sont autant d'arguments qui ont pesé en faveur de son arrivée au club.

Irak

Al Zawraa annonce le recrutement de Houari Touil

Le club irakien d'Al Zawraa a annoncé samedi, via son compte officiel Twitter, le recrutement de l'attaquant Houari Touil du WA Tlemcen, pensionnaire de la Ligue 1 de football, dans un transfert libre. Houari Touil rejoint le vice-champion d'Irak après avoir réalisé une saison honorable sur le plan personnel avec la formation de l'Ouest du pays qui a échappé

de justesse à la relégation en Ligue 2. Le joueur de 30 ans, qui a signé un contrat d'une année, est considéré comme l'un des meilleurs buteurs du championnat algérien de l'exercice 2020-2021, après avoir réussi à inscrire 10 buts.

La formation d'Al Zawraa, appelée à disputer une compétition asiatique la saison prochaine, se trouve actuellement en

stage de préparation d'intersaison à Antalya (Turquie). Touil devient le troisième joueur algérien à rejoindre le championnat irakien au cours de cette intersaison après Abdelhakim Amokrane, qui s'est engagé avec le club d'Al Shorta en provenance du CS Constantine, ainsi que Mohamed Hamia (ex-AS Aïn M'ilia), signataire au profit d'Al Diwania.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sonatrach

Hakkar reçoit le PDG de Equinor

Le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar a reçu, hier à Alger, le Président exécutif de la société norvégienne Equinor M. Anders Opedal, qui effectue sa première visite à l'étranger, depuis sa nomination. Les relations de partenariat et les horizons de coopération étaient au centre des discussions. Les deux parties ont, en effet, évoqué les relations de partenariat existantes, en particulier à Ain Salah et Ain Amenas, qu'ils envisagent de prolonger au-delà des contrats en cours jusqu'à 2027. Les moyens et les horizons de

coopération ont également été étudiés, notamment dans les domaines liés à la réduction de l'impact de l'industrie des hydrocarbures sur l'environnement, la promotion de l'hydrogène bleu, la réduction des émissions de CO2 et l'empreinte carbone. Il est à rappeler que Equinor est présente en Algérie depuis 2004, elle est partenaire avec Sonatrach et BP dans des champs gaziers en exploitation à Ain Saleh et Ain Amenas. Elle est aussi partenaire de Sonatrach dans le site d'exploration Timissit. R. E.

Tamanrasset

Arrestation de l'auteur d'une tentative d'enlèvement d'une fillette

LES SERVICES de la police judiciaire (PJ) de la sûreté de la wilaya de Tamanrasset ont arrêté récemment l'auteur d'une tentative de kidnapping d'une fillette de trois ans, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. L'affaire remonte au 28 août dernier lorsque les services de la PJ, alertés par téléphone sur la ligne verte de l'arrestation par des citoyens d'un individu qui tentait d'enlever une fillette

dans son domicile, les éléments de la police judiciaire se sont dépêchés sur les lieux pour s'assurer de l'information, avant de libérer la victime et de procéder à l'arrestation du présumé mis en cause. Les mêmes services ont transféré le suspect au siège de la sûreté. Une enquête a été ouverte par la brigade de lutte contre la criminalité, a-t-on ajouté. Déféré devant les instances judiciaires, le mis en cause a été mis en détention, a-t-on indiqué à la sûreté de wilaya. R. G.

Accueil des champions paralympiques



Loumis

Djalou@hotmail.com

Oran

Démantèlement d'une bande de malfaiteurs

■ Les services de police d'Oran ont réussi à mettre fin aux activités criminelles d'une bande de malfaiteurs spécialisée dans le vol sous la menace et avec violence, dont plus de 20 personnes ont été victimes, a-t-on appris, hier, de la direction de la sûreté de wilaya.

Par Farid K.

Cette opération, menée par la section de lutte contre les atteintes aux biens de la brigade criminelle relevant du service de wilaya de la police judiciaire, a permis l'arrestation de six individus, âgés entre 20 et 28 ans, des repris de justice activant dans la zone Est de la wilaya, a précisé la cellule de communication et des relations publiques. Des armes blanches prohibées ont été saisies lors de cette opération, dont un couteau de grand format, un «shocker électrique»

(tazer), une matraque métallique, utilisés dans l'agression des victimes, en plus de la saisie du véhicule utilisé dans les opérations de vol, de téléphones mobiles et d'un ordinateur portable, a-t-on indiqué. L'opération a été déclenchée suite à des plaintes déposées par des victimes auprès des services de police, concernant des agressions dont elles ont fait l'objet par des inconnus sous la menace d'une arme blanche. Des vidéos d'une opération de vol ont été diffusées sur les réseaux sociaux (Facebook) et les éléments de police ont

entamé leurs investigations sur le terrain pour aboutir à localiser les membres de cette bande, qui utilisaient un logement de location comme repaire au niveau de la cité El-Makkari, pour mener leurs activités criminelles. Après avoir accompli toutes les procédures réglementaires et obtenu une autorisation de perquisition et un mandat d'arrêt, les policiers ont procédé à l'arrestation des membres de cette bande et une procédure judiciaire a été entamée contre eux pour être traduits devant la justice, a-t-on indiqué. F. K.

Pour négligence dans l'accueil des athlètes paralympiques

Des responsables du ministère de la Jeunesse et des Sports limogés

LE PREMIER ministre, Aïme Benabderrahmane, a mis fin aux fonctions du secrétaire général du ministère de la Jeunesse et des Sports et du directeur général des sports au même ministère, «pour négligence dans l'accomplissement de leurs missions et manquement à l'obligation de l'accueil des athlètes, après leur participation aux jeux paralympiques

de Tokyo (Japon)», a indiqué, hier, un communiqué des services du Premier ministre. «Suite à la négligence dans l'accomplissement des missions, à l'absence du sens des responsabilités et au manquement à l'obligation de l'accueil des athlètes, après leur participation aux jeux paralympiques, et sur ordre du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier

ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a mis dimanche fin aux fonctions du secrétaire général du ministère de la Jeunesse et des Sports et du directeur général des sports au même ministère, avec poursuite de l'enquête afin de demander des comptes à chaque responsable impliqué dans cet incident», précise le communiqué. Bilal L.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الصحة

من 04 إلى 11
سبتمبر

الأسبوع الوطني
للتلقيح ضد كوفيد 19

بالتلقيح تستمر الحياة

٠٤٠٨ ٨ +٥٨٠٥+

BIG DAY 11 SEPTEMBRE

بث مباشر عبر كل القنوات ومنصات الويب

سوتلغاز
الراعي الرسمي
مؤسسة موطنة

الشركاء الإعلاميون: ANEP, DP WORLD, JAFTEL, MODIS, unicef

المساهمون: SanteDza

<http://www.sante.gov.dz> | @sante_gouv_dz | SanteDza

ANEP GRATUIT 0063 | Le Jour d'Algérie - N° 5466 - Lundi 6 septembre 2021